

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTERE DES FINANCES ET
DU BUDGET
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Burkina / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURKINA AU TITRE DE L'ANNEE 2005



Février 2007



TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
INTRODUCTION	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2005	4
I.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
I.2 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2005	5
II - PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	10
II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	10
II.1.1 - Evolution de la balance commerciale	10
II.1.1.1 - Evolution des statistiques douanières retraitées en balance des paiements	11
II.1.1.2 - Importation de biens	12
II.1.1.3 - Exportations de biens	15
II.1.2 - Balance des services	17
II.1.2.1 - Transports	17
II.1.2.2 - Voyages	18
II.1.2.3 - Autres services	18
II.1.3 - Balance des revenus	19
II.1.4 - Balance des transferts courants	20
II.1.4.1 - Transferts courants privés	20
II.1.4.2 - Transferts courants publics	21
II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	22
II.2.1 - Compte de capital	22
II.2.2 - Compte des opérations financières	22

II.2.2.1 - Investissements directs	23
II.2.2.2 - Investissements de portefeuille	23
II.2.2.3 - Autres investissements	23
II.2.3 - Evolution des capitaux monétaires	23
II.2.3.1 - Situation de la Banque Centrale	24
II.2.3.2 - Situation des banques	25
II.2.3.3 - Avoirs extérieurs nets des institutions monétaires	25
III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)	26
III.1 - LES AVOIRS	27
III.1.1 - Les investissements directs	27
III.1.2 - Les investissements de portefeuille	27
III.1.3 - Les autres investissements	27
III.1.4 - Les avoirs de réserve	27
III.2 - LES ENGAGEMENTS	27
III.2.1 - Investissements directs dans l'Economie	27
III.2.2 - Investissements de portefeuille	28
III.2.3 - Autres investissements	28
IV - ANNEXES STATISTIQUES	29
Annexe 1 - Tableaux de concordance statistique	29
Annexe 2 - Balance des paiements, Optique BCEAO	30
Annexe 3 - Balance des paiements, Présentation standard	33
Annexe 4 - Position Extérieure Globale	44

INTRODUCTION

La balance des paiements, outil reconnu d'intérêt mondial et instrument précieux d'aide à la décision, est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon le cadre normalisé de la 5ème édition du manuel du FMI, l'ensemble des transactions financières et non financières entre les résidents et les non-résidents d'un pays au cours d'une période déterminée et généralement assimilée à l'année civile.

Après un aperçu sur l'environnement international, régional et national, le présent document retrace sous forme synthétique l'ensemble des transactions financières et économiques effectuées entre le Burkina et le reste du monde au cours de l'année 2005.

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2005

I.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2005, l'activité économique mondiale est demeurée bien orientée, en dépit de l'accentuation des tensions sur les marchés pétroliers. La bonne tenue de l'activité aux Etats-Unis, en Asie, notamment en Chine, et dans les pays exportateurs de pétrole a permis de maintenir un taux de croissance de l'économie mondiale à un niveau de 4,8%, contre 5,1% en 2004. Les tensions inflationnistes se sont amplifiées, induisant, de la part de certaines banques centrales des pays industrialisés, une orientation restrictive de leur politique monétaire.

Dans les pays industrialisés, les indicateurs macroéconomiques sont demeurés relativement bien orientés. Aux **Etats-Unis**, le produit intérieur brut a progressé de 3,6%, après 4,2% un an plus tôt grâce au dynamisme de la demande intérieure, soutenue par la hausse des revenus et des efforts de reconstruction liés notamment aux catastrophes naturelles. **Au Japon**, la tendance à la reprise économique s'est confirmée en 2005. En effet, le produit intérieur brut s'est accru de 2,8% contre 2,7% en 2004, tiré par la reprise de la demande intérieure, en particulier le dynamisme des investissements soutenu par les mesures d'assainissement du cadre macroéconomique. **Au Royaume-Uni**, l'économie a progressé de 1,8% en 2005, en nette baisse par rapport au taux de 3,2% enregistré en 2004. L'activité a été essentiellement soutenue par le dynamisme de l'immobilier, les services s'étant avérés moins vigoureux, en raison des pertes du secteur de l'assurance.

Le produit intérieur brut de **la zone euro** est ressorti en hausse de 1,4% en 2005 contre 2,0% en 2004 imputable essentiellement au ralentissement de la demande intérieure, notamment l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. Elle reflète également le manque de dynamisme économique enregistré dans les principales économies de la zone, notamment en France et en Allemagne où la croissance s'est établie respectivement à 1,4% et 0,9 % contre 2,0% et 1,6% en 2004.

En dépit de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole, **les tensions inflationnistes** sont restées relativement contenues. Ainsi au Royaume-Uni, il s'est fixé à 2,3% contre 2,8% un an plus tôt. Dans la zone euro, l'indice des prix harmonisé à la consommation est resté quasiment inchangé à 2,2% d'une année à l'autre en 2005. Au Japon, le niveau général des prix à la consommation s'est contracté de 0,3% en 2005, après une quasi stabilité en 2004. Par contre aux Etats-Unis, le taux d'inflation moyen s'est établi à 3,4% en 2005 contre 2,6% un an plus tôt, en liaison avec la hausse de la demande intérieure confortée par l'accroissement des dépenses publiques, notamment les dépenses militaires, et la poursuite de l'envolée des cours du pétrole brut.

L'évolution des marchés financiers a été caractérisée, en 2005, par l'augmentation des transactions, induite par le nombre relativement important des fusions-acquisitions nées de regroupements d'entreprises. En outre, la persistance d'indicateurs économiques faisant état d'une orientation favorable de l'activité, a conforté la hausse des indices boursiers dans la zone euro et au Japon. En revanche, aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones a terminé la séance du 31 décembre 2005 à 10.717,50 points, soit une baisse de 0,6% par rapport à son niveau à fin décembre 2004. Le Nasdaq composite, indice des valeurs de nouvelles technologies, a progressé de 1,37%, pour se situer à 2.205,32 points. Au Royaume-Uni, le Footsie a progressé de 16%, pour ressortir à 5.618,80 points à la fin de la période sous revue.

Nonobstant le resserrement des politiques monétaires de certaines banques centrales, **les taux d'intérêt à long terme** n'ont pas connu d'augmentations significatives à l'exception des Etats-Unis, où le creusement du déficit budgétaire a donné lieu à une légère tension de ces taux de 2 points de base à 4,33%, en moyenne, en 2005.

Quant au FCFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, il a connu, par rapport aux principales devises, une évolution identique à celle de la monnaie commune européenne.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au FCFA au cours des années 2004 et 2005.

**Tableau n°1 : Evolution des taux de change moyens trimestriels
(en FCFA par unités monétaires)**

MONNAIES		PERIODES			
		1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
A N N E E 2 0 0 4					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	780,1070	794,8097	787,7341	764,6473
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	524,8916	544,5434	536,7897	505,4766
Franc suisse	(1 CHF)	418,1799	426,6664	426,9719	427,7515
Livre sterling	(1 GBP)	964,8271	983,3848	975,8941	943,7280
Yen japonais	(1 JPY)	4,8963	4,9619	4,8814	4,7842
A N N E E 2 0 0 5					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	761,8628	777,9117	785,6733	791,8268
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	500,2341	520,8488	537,7137	551,9665
Franc suisse	(1 CHF)	423,5260	424,9252	422,2990	423,9639
Livre sterling	(1 GBP)	945,7008	966,6898	959,7873	964,6994
Yen japonais	(1 JPY)	4,7859	4,8439	4,8367	4,7052

Source : BCEAO.

Dans les pays de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, la dynamique de croissance économique a été favorisée en 2005 par l'abondance des récoltes en relation avec une pluviométrie satisfaisante et bien répartie dans la plupart des Etats membres ainsi qu'un regain de dynamisme des investissements, malgré la persistance des

tensions socio-politiques en Côte d'Ivoire, la baisse des cours mondiaux des produits agricoles exportés, la flambée des cours mondiaux des produits pétroliers pour les pays importateurs nets du pétrole et l'appréciation de l'euro. Le produit intérieur brut a progressé de 4,1% en 2005 contre 2,8% un an auparavant. L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est située à 4,4% en moyenne annuelle en 2005, contre 0,5% une année plus tôt, rompant ainsi avec la tendance à la décélération entamée en 2002.

La conduite de la politique monétaire est restée prudente. Les taux directeurs ont été maintenus inchangés à 4,5% pour le taux d'escompte et à 4,0% pour le taux de pension en vigueur depuis le 22 mars 2004 et, aucune injection ou reprise de liquidité n'a été effectuée au cours de l'année. Toutefois, l'action monétaire a été marquée par l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité, pour faire face aux pressions inflationnistes et à l'expansion des crédits à l'économie dans certains pays. Ainsi, les coefficients de réserve obligatoire applicables aux banques ont été réajustés à la hausse pour passer de 13% à 15% au Bénin, de 3% à 7% au Burkina, de 5% à 9% au Niger. Ils ont été maintenus inchangés en Côte d'Ivoire (5%), en Guinée Bissau et au Togo (3%) et au Mali et au Sénégal (9%).

Au total, la prudence de la gestion monétaire dans l'Union a contribué au renforcement de 141,8 milliards de FCFA de la position extérieure nette des institutions monétaires ressortie à 3.327,0 milliards de FCFA. Les réserves de change se sont situées à 3.768,9 milliards de FCFA, induisant un taux de couverture de l'émission monétaire de 120,3% à fin décembre 2005.

Le crédit intérieur a enregistré une progression de 10,3% pour se situer à 4.660,4 milliards de FCFA à fin décembre 2005 en liaison avec la hausse des concours au secteur privé de 423,4 milliards de FCFA et des crédits nets aux Etats de 13,1 milliards de FCFA. A fin décembre 2005 les crédits à l'économie et la Position Nette des Gouvernements vis-à-vis du système bancaire se sont situés respectivement à 3.941,5 milliards de FCFA et 718,9 milliards de FCFA. La masse monétaire s'est accrue de 7,3% en 2005, pour s'établir à 6.413,9 milliards de FCFA à cette date.

I.2 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2005

Au Burkina, la croissance économique s'est raffermie en 2005, à la suite de la bonne tenue de la campagne agricole, en dépit d'une flambée des prix enregistrée au cours des six premiers mois de l'année 2005 et de la persistance d'une conjoncture sous-régionale peu favorable. Ainsi, le PIB en terme constant est ressorti à 1.871,3 milliards de FCFA en 2005 contre 1.746,5 milliards de FCFA en 2004, soit un taux de croissance réel de 7,1% contre 4,6% une année plus tôt. En terme nominal, le PIB s'est situé à 3.005,1 milliards de FCFA contre 2.718,3 milliards de FCFA en 2004, soit une croissance nominale de 10,6%. Cette évolution est liée à la performance du secteur primaire et au dynamisme des entreprises industrielles et minières ainsi qu'au dynamisme des services marchands.

Au niveau du secteur primaire, la production agricole s'est inscrite en hausse en 2005, en liaison avec la bonne pluviométrie enregistrée sur toute l'étendue du territoire au cours de la campagne agricole 2005/2006, malgré quelques poches de sécheresse observées dans certaines régions du Sud-Ouest du pays. Ainsi, la production céréalière de la campagne 2005/2006 est ressortie à 3.649.532 tonnes, contre 2.925.973 tonnes pour la campagne précédente (2004/2005), soit une progression de 24,7%. S'agissant du coton graine, la production s'est établie à 712.130 tonnes en 2005, en hausse de 12,7% par rapport à 2004. Enfin, la production de fruits et légumes s'est également accrue de 5,0% en 2005 pour s'établir à 863.100 tonnes.

La reconstitution des pâturages et des points d'eau, induite par la bonne pluviométrie, ainsi que la poursuite des actions de promotion de l'élevage ont induit une progression notable des effectifs du cheptel et des quantités produites en ressources halieutiques en 2005 par rapport à 2004.

Globalement, grâce à la bonne performance du sous-secteur de l'agriculture (+16,7%) et de celui de l'élevage et pêche (+17,3%), la valeur ajoutée réelle du secteur primaire s'est accrue de 11,3% en 2005, contre un recul 1,6% en 2004.

Quant au secteur secondaire, la valeur ajoutée à prix constants s'est également inscrite en hausse grâce aux grands chantiers des BTP et à l'industrie manufacturière, avec un taux de croissance réelle de 5,2% en 2005, en baisse de 4,7 points de pourcentage par rapport à son rythme de croissance de 2004.

Sous l'effet induit de l'expansion des activités dans le secteur secondaire et de l'organisation des rencontres internationales telles que le FESPACO, le 7^{ème} Sommet des Leaders et Chefs d'Etat de la CEN-SAD, mais aussi la tenue des élections présidentielles en novembre 2005, la valeur ajoutée réelle du secteur tertiaire a augmenté de 4,3% en 2005 par rapport à 2004.

L'année 2005 a été marquée par de fortes pressions inflationnistes, qui s'expliquent principalement par la flambée des cours mondiaux du pétrole et le renchérissement des produits alimentaires, notamment des céréales, en relation avec les mauvais résultats de la campagne agricole 2004/2005. En effet, le niveau global des prix, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation, s'est accru en moyenne annuelle de 6,4% en 2005, contre une baisse de 0,4% observée en 2004.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée à fin décembre 2005, par un déficit base engagement de 135,2 milliards de FCFA. Sur la base caisse, le déficit s'est établi à 123,1 milliards de FCFA en 2005, financé par des ressources extérieures dont la mobilisation globale, nette de l'amortissement de la dette extérieure, a atteint 111,6 milliards FCFA, permettant notamment à l'Etat de se désengager au plan intérieur à hauteur de 12,3 milliards de FCFA. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire à 3,5% du PIB contre un déficit à 2,6% du PIB en 2004.

Quant aux agrégats monétaires, leur évolution entre 2004 et 2005 a été caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets de 37,7%, un accroissement du crédit intérieur de 25,7% et un repli subséquent de la masse monétaire de 3,7%. Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 170,8 milliards de FCFA au 31 décembre 2005, enregistrant une dégradation de 103,3 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2004, imputable tant à la Banque Centrale qu'aux banques, en raison des évolutions défavorables des cours du coton et du baril de pétrole sur les marchés internationaux ainsi que la faible application par les banques, des dispositions de la réglementation des changes en matière de rapatriement des recettes d'exportation. Le crédit intérieur s'est accru de 99,0 milliards de FCFA pour ressortir à 484,3 milliards de FCFA en décembre 2005, sous les effets cumulés d'une détérioration de la PNG de 5,6 milliards de FCFA et d'un accroissement des crédits à l'économie de 93,4 milliards de FCFA entre fin décembre 2004 et fin décembre 2005. Suivant l'évolution globale de ses contreparties, la masse monétaire s'est établie à 601,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2005 contre 624,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2004, soit une baisse de 23,1 milliards de FCFA, imputable aussi bien à la circulation fiduciaire (-21,2 milliards de FCFA) qu'aux dépôts en banques (-1,9 milliard de FCFA).

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina ont dégagé en 2005, un solde déficitaire de 103,7 milliards de FCFA contre -56,9 milliards de FCFA en 2004.

**Tableau n°2 : Présentation résumée de la balance
des paiements entre 2002 et 2005**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005
Balance des biens	-210 909	-212 030	-244 710	-293 427
. marchandises générales	-209 715	-212 162	-246 710	-294 551
. autres biens	-1 194	+132	+2 000	+1 124
Balance des services dont :	-72 512	-108 890	-120 656	-154 089
. fret et assurances	-72 664	-83 626	-93 371	-115 628
. voyages	+2 280	-3 716	+678	+509
Balance des revenus dont :	-14 729	-14 948	-16 222	-10 851
. intérêts sur dette publique	-12 810	-11 684	-12 631	-11755
Balance des biens, services et revenus	-298 150	-335 868	-381 588	-458 367
Transferts courants sans contrepartie	90 058	122 475	101 050	123 814
A) Balance des transactions courantes	-208 092	-213 393	-280 538	-334 553
B) Compte de capital et d'opéra. financières (Financement exceptionnel*)	+222 064 (+20 761)	+236 502 (+24 686)	+222 030 (+25 219)	+232 515 (+24 109)
Ajustement suite révision circulation fiduciaire**	-	+159 786	-	-
Erreurs et omissions	-3 118	-2 799	+1 518	-1 671
Solde global	10 854	177 297	-56 990	-103 709
C) Avoirs et engagements extérieurs	-10 854	-177 297	+56 990	+103 709
. autorités monétaires	+880	-209 203	+61 326	+68 252
. banques	-11 734	+31 906	-4 336	+35 457

(*) Pour mémoire allègement initiative PPTE

(**) Rupture de série en 2003 des avoirs et engagements extérieurs suite à la révision, à cette date, des données de la circulation fiduciaire.

**Tableau n°3 : Présentation détaillée de la balance
des paiements en 2004 et 2005**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2004			2005		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Biens	253 197	497 907	-244 710	247 094	540 521	-293 427
. Marchandises générales	246 197	492 907	-246 710	239 219	533 770	-294 551
. Autres biens	7 000	5 000	+2 000	7 875	6 751	+1 124
Services	36 264	156 920	-120 656	35 694	189 783	-154 089
. Transports	6 560	91 055	-84 495	694	110 265	-109 071
dont fret	75	74 969	-74 894		93 058	-93 058
. Voyages	21 087	20 409	+678	23 604	24 113	-509
. Services fournis ou reçus par adm.	2 168	6 813	-4 645	2 523	6 839	-4 316
. Autres services	6 449	38 643	-32 194	8 873	48 566	-39 692
dont assurances	4	19 354	-19 350	5	23643	-23 638
Revenus	11 747	27 969	-16 222	20 047	30 898	-10 851
. Revenus salariés	2 375	6 029	-3 654	3780	7 406	-3 626
. Revenus des investissements	9 372	21 940	-12 568	16 267	23 492	-7 225
dont intérêts sur dette publique		12 631	-12 631		11 755	-11 755
Transferts courants	138 489	37 439	+101 050	162 672	38 858	+123 814
. Administrations publiques	81 802	727	+81 075	97 197	1 237	+95 960
. Autres secteurs	56 687	36 712	+19 975	65 475	37 621	+27 854
Balance des transactions courantes	439 697	720 235	-280 538	465 507	800 060	-334 553
Compte de capital	106 469	-	+106 469	110 696	33	+110 663
. Administrations publiques	95 488	-	+95 488	98 297	-	+98 297
. Autres secteurs	10 981	-	+10 981	12 389	-	+12 389
Compte d'opérations financières	187 272	71 711	+115 561	289 297	167 445	+121 852
Compte de capital et d'opérations fin.	293 714	71 711	222 030	399 993	167 478	232 515
Erreurs et omissions nettes	1 518	0	1 518	0	1 671	-1 671
Solde global	974206	1 031 196	-56 990	1 128 420	1 232 129	-103 709
Avoirs et engagements extérieurs	109 911	52 921	+56 990	146 106	42 397	+103 709
- Autorités monétaires	74 748	13 422	+61 326	77 895	9 643	+68 252
- Banques	35 163	39 499	-4 336	68 211	32 754	+35 457

II – PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des paiements courants regroupe la balance des biens, des services et revenus ainsi que la balance des transferts courants sans contrepartie.

En 2005, le solde de la balance des paiements courants s'est situé à -334.553 millions de FCFA contre -280.538 millions de FCFA une année plus tôt, soit une détérioration de 19,3% due principalement à celle de la balance des Biens (ou Balance Commerciale) et des Services.

Tableau n°4 : Evolution de la balance des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005
Biens (FOB-FOB)	-210 909	-212 030	-244 710	-293 427
Services	-72 512	-108 890	-120 656	-154 089
Revenus	-14 729	-14 948	-16 222	-10 851
Transferts courants sans contrepartie	+90 058	+122 475	+101 050	+123 814
Balance des transactions courantes	-208 092	-213 393	-280 538	-334 553

II.1.1 - EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE¹

Conformément aux dispositions de la 5^{ème} édition du manuel du FMI relatif à l'établissement de la balance des paiements, la balance des biens recense les transactions sur marchandises générales, les grosses réparations ainsi que divers biens dont l'or non monétaire. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB tandis que les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Pour répondre aux besoins de la balance des paiements, des retraitements ont été effectués sur les statistiques douanières. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. Ainsi, le commerce général fondé sur le concept de frontière nationale est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les entrées en entrepôts et en déduisant les mises à la consommation en suite d'entrepôts.

Enfin, des ajustements de valeur et de champ sont effectués pour prendre en compte l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

¹ Les statistiques du commerce extérieur relatives à l'année 2004, contrairement à celles publiées dans la BoP 2004, ont été corrigées pour tenir compte du retraitement des données douanières effectué par l'INSD.

Tableau n°5 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens*(en millions de FCFA)*

Exportations	Nature des opérations	Importations
187.244	Statistiques douanières FOB – CAF (*) ²	659.655,0
-	Entrées en entrepôts (*)	47.300,0
-	Mise à la consommation en suite d'entrepôts (*)	-107.594,1
7.875,0	Ajustements autres biens (or non monétaire)	-
20.451,0	Commerce non contrôlé	17.031,8
31.524,0	Ajustements de valeurs	21.255,8
-	Fret et assurances	-97.128,5
247.094,0	Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB - FOB)	540.520,0

(*) Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie

II.1.1.1 - Evolution des statistiques douanières retraitées en balance des paiements

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les transactions sur biens avec le reste du monde se sont soldées en 2005, par un déficit de 293.427 millions de FCFA, contre un déficit de 244.710 millions de FCFA une année plus tôt, soit une aggravation de 19,9%. Cette dégradation est imputable à une croissance des importations plus forte que celle des exportations, en relation avec la flambée des prix des produits pétroliers et la persistance à la baisse des cours mondiaux du coton.

Tableau n° 6 : Evolution des exportations et des importations

Année	Exportations (en millions de FCFA)	Importations (en millions de FCFA)	Solde (en millions de FCFA)	Variations (en %)
2000	146 400	368 600	-222 200	+10,4
2001	163 828	373 300	-209 472	-5,7
2002	170 791	381 700	-210 909	+0,7
2003	186 271	398 301	-212 030	+0,5
2004	253 197	497 907	-244 710	+15,4
2005	247 094	540 521	-293 427	+19,9

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 45,7% en 2005 contre 50,9% en 2004, soit une détérioration de 10,1 points qui s'explique par un taux d'accroissement des importations plus important que celui des exportations.

2 Les exportations sont exprimées FOB et les importations CAF.

II.1.1.2 - Importations de biens

Le tableau ci-dessous retrace la présentation détaillée des importations telles qu'elles ressortent des statistiques fournies par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) en 2004 et 2005.

Tableau n°7 : Présentation détaillée des importations CAF (Statistiques INSD)

Intitulés	Quantités		Variations (en %)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variations (en %)	Structure (en %)
	2004	2005		2004	2005		
Produits alimentaires	319.530	519.715	62,6	49.435	68.064	37,7	10,3
(dont céréales)	279.374	456.266	63,3	39.072	55.607	42,3	8,4
Boissons et tabacs	14.537	18.453	26,9	22.717	17.708	-22,0	2,7
Produits pétroliers	296.332	263.017	-11,2	72.016	104.357	44,9	15,8
Matières premières	148.628	147.953	-0,5	36.509	46.053	26,1	7,0
Graisses et huiles	9.499	25.099	164,2	3.223	8.676	169,2	1,3
Machines et appareils	20.822	27.925	34,1	82.473	92.600	12,3	14
Matériel de transport	43.288	45.260	4,6	48.758	49.739	2	7,5
Produits chimiques	172.711	198.537	15	59.011	65.860	11,6	10
Papiers, cartons, articles de librairie	14.259	14632	2,6	11.229	10.011	-10,8	1,5
Tôle, fer, fonte, acier	112.009	133.129	18,9	36.776	42.043	14,3	6,4
Chaux, clinker, ciments	477.804	572.509	19,8	27.330	34.131	24,9	5,2
Fils et tissus	12.965	16.790	29,5	10.617	10.823	1,9	1,6
Autres articles	186.993	266.577	42,6	102.576	109.590	6,8	16,6
Total	1.829.377	2.249.596	23	562.669	659.655	17,2	100

Entre 2004 et 2005, les importations ont enregistré une hausse en volume de 23,0% en passant de 1.829.377 tonnes à 2.249.596 tonnes, en liaison avec l'augmentation de tous les postes des produits importés, notamment les « graisses et huiles » (+164,2%), les « produits alimentaires » (+62,6%), les « Chaux, clinker et ciments » (+19,8%), les « tôles, fer, fonte, acier » (+18,9%), les « produits chimiques » (+15,0%), à l'exception des « produits pétroliers » (-11,2%) et des « matières premières » (-0,5%).

En valeur, les importations se sont accrues de 17,2% en passant de 562.669 millions de FCFA en 2004 à 659.655 millions de FCFA en 2005. Cette progression en valeur est imputable principalement aux « produits pétroliers » (+44,9%), « produits alimentaires » (+37,7%), « chaux clinker et ciments » (+24,9%), « matières premières » (+26,1%) et « machines et appareils » (+12,3%).

**Tableau n° 8 : Evolution de la structure en valeur des importations entre 2002 et 2005
(en pourcentage)**

Groupes de produits	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	11,8	9,9	8,8	10,3
Boissons et tabacs	2,3	2,8	4,0	2,7
Produits pétroliers	11,5	11,3	12,8	15,8
Matières premières	6,3	6,4	6,5	7,0
Graisses et huiles	1,3	0,8	0,6	1,3
Machines et appareils	13,6	14,9	14,7	14,0
Matériel de transport	9,4	9,9	8,7	7,5
Produits chimiques	10,4	10,0	10,5	10,0
Papiers, cartons, articles de librairie	1,9	2,1	2,0	1,5
Tôles, fer, fonte acier	4,1	5,6	6,5	6,4
Chaux, clinker, ciments	4,7	4,8	4,9	5,2
Fils et tissus	1,9	2,3	1,9	1,6
Autres articles non déclarés ailleurs	20,7	19,3	18,2	16,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Comme les années précédentes, la structure des importations en valeur demeure dominée par cinq (05) principaux groupes de produits. Pour l'année 2005, les produits pétroliers occupent la première place avec 15,8% du total des importations, suivis des machines et appareils (14,0%), des produits alimentaires (10,3%), des produits chimiques (10,0%) et du matériel de transport (7,5%). La part relative des produits pétroliers s'est accrue en valeur de 1,5 point en 2004 par rapport à 2003 et 3,0 points en 2005 par rapport à 2004. Cette évolution est essentiellement due à un effet prix qui a masqué la baisse de 11,2% des volumes importés sur la période sous revue.

Graphique n°1 : Structure en valeur des importations CAF en 2005

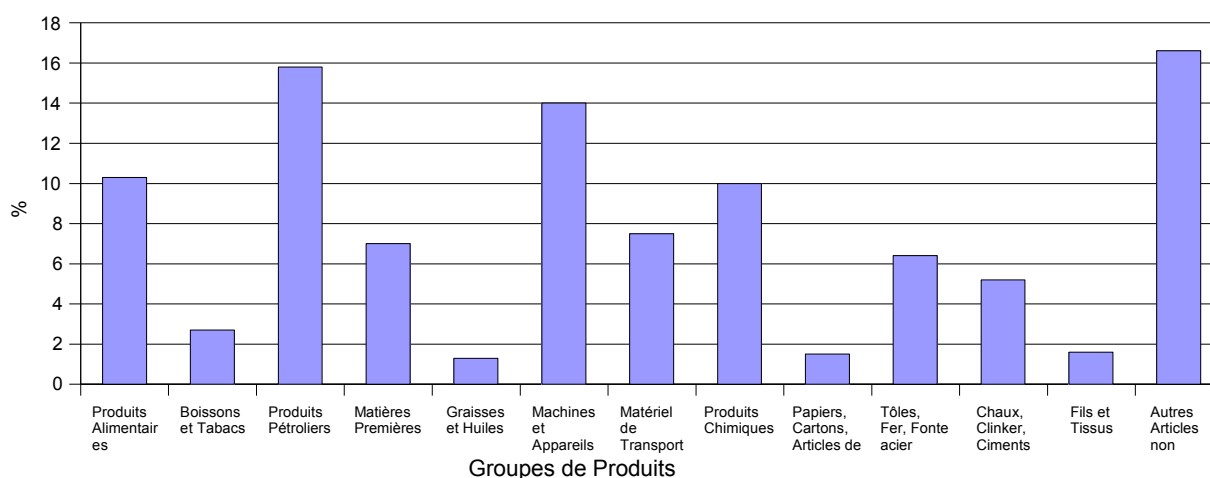


Tableau n° 9 : Répartition géographique des importations (CAF)
(Statistiques douanières)

	2004	2005	2004	2005
Régions	(en millions de FCFA)		(Part relative en %)	
Europe dont :	210.239	224.368	37,4	34,0
- Union Européenne dont :	188.291	199.666	33,5	30,3
. France	144.040	116.118	20,3	17,6
. Espagne	7.467	11.587	1,3	1,8
. Allemagne	12.184	9.577	2,2	1,5
. UEBL	28.779	27.732	5,1	4,2
. Italie	7.803	10.384	1,4	1,6
. Pays-Bas	6.938	6230	1,2	0,9
. Royaume-Uni	2.591	3.308	0,5	0,5
. Danemark	3.608	2.386	0,6	0,4
- Autres pays d'Europe	21.948	24.701	3,9	3,7
Afrique dont :	264.511	325.411	47	49,3
- UEMOA dont :	236.873	266.594	42,1	40,4
. Côte-d'Ivoire	93.128	129.209	16,6	19,6
. Togo	80.301	79.268	14,3	12,0
. Sénégal	22.453	7.899	4	1,2
. Mali	2.318	3.403	0,4	0,5
Ghana	14.957	39.941	2,7	6,1
Nigéria	1.638	1.449	0,3	0,2
Autres pays africains	11.043	17.426	2	2,6
Amérique dont :	18.577	28.838	3,3	4,4
. USA	11.370	15.953	2	2,4
. Brésil	3.319	8.547	0,6	1,3
. Canada	2.843	2.731	0,5	0,4
. Argentine	130	464	0	0,1
Asie dont :	67.769	79.145	12	12,0
. République de Chine	21.204	16.832	3,8	2,6
. Japon	8.968	8.435	1,6	1,3
. Inde	10.285	18.333	1,8	2,8
. Pakistan	113	7.093	0	1,1
. Thaïlande	5.243	7.964	0,9	1,2
. Vietnam Nord	0	0	0	0
. Taïwan	2.139	1.239	0,4	0,2
Autres pays	1.573	1.894	0,3	0,3
TOTAL	562.669	659.655	100	100

Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie

La répartition par provenance des importations du Burkina en 2005 reste globalement conforme à celle des deux années précédentes : les pays d'Afrique demeurent les principaux fournisseurs (49,3%), suivis de ceux d'Europe (34,0%), d'Asie (12,0%), d'Amérique (4,4%) et enfin d'Océanie (0,3%). Par rapport à 2004, la structure des importations par origine est marquée en 2005 par le renforcement des parts des pays Africains (+2,3 points), et de l'Amérique (+1,1 point) au détriment des pays de l'Europe (-3,4 points).

II.1.1.3 - Exportations de biens

Sur la base des statistiques de l'INSD, les exportations du Burkina ont enregistré une baisse de 12,9% en passant de 215.244 millions de FCFA en 2004 à 187.553 millions de FCFA en 2005. Cette évolution s'explique essentiellement par la contraction des exportations en valeur du « coton en masse (-16,0%) », principal produit d'exportation, des « amandes de karité et autres oléagineux (-22,8%) », des « fruits et légumes (-25,4%) ».

Le tableau ci-après présente, de façon détaillée, la situation des exportations tirées des statistiques de l'INSD en 2004 et 2005.

Tableau n° 10 : Présentation détaillée des exportations³

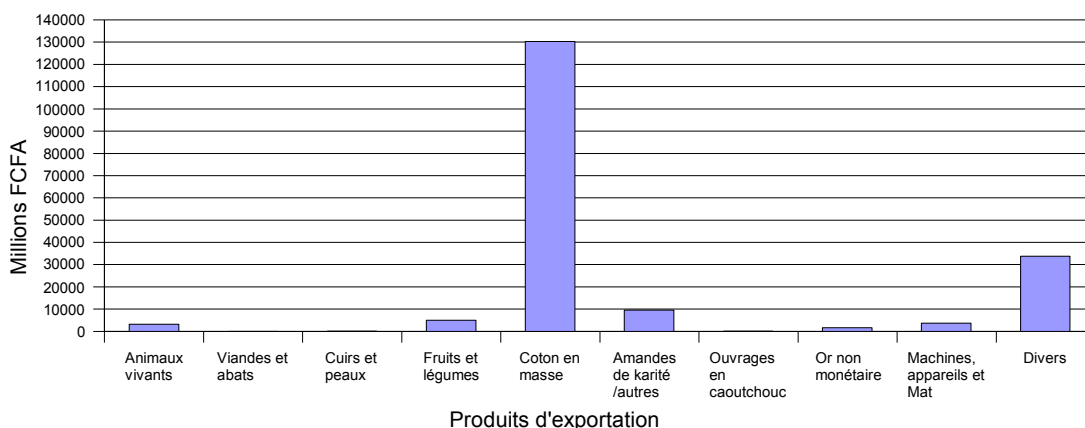
	Quantités		Variation	Valeurs		Variation
	(Tonnes)		(en %)	(en millions de FCFA)		(en %)
	2004	2005		2004	2005	
Animaux vivants	12.448	12.420	-0,2	3.210	3.277	2,1
Viandes et abats	1	0	-87,0	1	1	3,0
Cuirs et peaux	0	97	21.948,9	0	35	20.037,2
Fruits et légumes	53.893	34.636	-35,7	6.773	5.056	-25,4
Coton en masse	195.037	243.911	25,1	155.199	130.313	-16,0
Amandes de karité et autres oléagineux	90.292	171.380	89,8	12.484	9.634	-22,8
Ouvrages en caoutchouc	262	112	-57,4	131	82	-37,4
Or non monétaire	0	0	27,1	1.182	1.621	37,2
Machines, appareils et Matériels de transport	2.328	1.212	-48,0	6.782	3.725	-45,1
Divers	173.364	116.545	-32,8	29.483	33.808	14,7
TOTAL	527.626	580.313	10,0	215.244	187.244	-12,9

Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

³ -Viandes et abats ressortent en 2004 à 750 kg (soit 924.064 FCFA) et en 2005 à 98 kg (soit 957.934 FCFA).

-Cuirs et peaux ressortent en 2004 à 440 kg (soit 174.000 FCFA) et en 2005 à 97.000 kg (soit 35.038.750 FCFA).

- Or non monétaire ressort en 2004 à 255 kg et en 2005 à 324 kg.

Graphique n°2 : Détails des exportations en 2005**Tableau n° 11 : Destination des exportations du Burkina***(Statistiques douanières)*

Régions	2004	2005	2004	2005
	(en millions de FCFA)		(Part relative en %)	
Europe dont :	42.203	43.153	19,6	23
- Union Européenne dont :	21.592	26.650	10	14,2
. France	16.451	20.249	7,6	10,8
. UEBL	200	2.419	0,1	1,3
. Italie	229	407	0,1	0,2
. Royaume-Uni	2.571	1.104	1,2	0,6
. Allemagne	246	313	0,1	0,2
. Espagne	313	497	0,1	0,3
- Autres pays d'Europe	20.610	16.504	9,6	8,8
Afrique dont :	171.120	138.096	79,5	73,6
- UEMOA dont:	134.063	106.705	62,3	56,9
. Côte-d'Ivoire	19.264	19.768	9,0	10,5
. Mali	4.255	7.862	2,0	4,2
. Niger	8.033	4.103	3,7	2,2
. Togo	98.154	72.977	45,6	38,9
. Bénin	3.865	1.486	1,8	0,8
Ghana	34.946	29.417	16,2	15,7
Nigeria	236	332	0,1	0,2
Amérique dont :	472	1.752	0,2	0,9
. USA	307	122	0,1	0,1
. Mexique	19	0	0	0
. Canada	47	113	0	0,1
. Guadeloupe	0	0	0	0
Asie dont :	1.436	4.550	0,7	2,4
. Singapour	503	3.907	0,2	2,1
. Japon	471	290	0,2	0,2
. Rép. Pop. de Chine	56	147	0	0,1
. Inde	84	15	0	0
Autres pays	14	2	0	0
TOTAL	215.244	187.553	100	100

Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie

A l'instar des années passées, les pays d'Afrique et ceux de l'Europe constituent les principales destinations des produits exportés par le Burkina avec des parts respectives de 73,6% et 23,0% en 2005. Toutefois, l'année 2005 a connu une ouverture plus accrue vers les pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique. En effet, les pays d'Europe ont absorbé 23,0% des exportations en 2005 contre 19,6% en 2004, ceux de l'Asie 2,4% contre 0,7% en 2004 et ceux de l'Amérique 0,9% contre 0,2% en 2004. Ainsi, la part des pays d'Afrique s'est contractée de 5,9 points en 2005 par rapport à 2004.

II.1.2 - BALANCE DES SERVICES

Conformément aux dispositions de la 5^{ème} édition du manuel d'élaboration de la balance des paiements, la balance des services regroupe les transports, les voyages et les autres services.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services s'est aggravé de 27,7% en passant de -120.656 millions de FCFA en 2004 à -154.089 millions de FCFA en 2005. Cette évolution s'explique principalement par la détérioration du solde de l'ensemble des principales rubriques du poste des services, notamment les transports (-24,6 milliards de FCFA).

Tableau n° 12 : Evolution du solde de la balance des services

(en millions de FCFA)

Années	Solde	Variation
2001	-76.744	-0,7%
2002	-72.512	-5,5%
2003	-108.890	+50,2%
2004	-120.656	+10,8%
2005	-154.089	+27,7%

II.1.2.1 - Les transports

La rubrique des transports comprend principalement les transports de passagers et de marchandises. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des transports de 2001 à 2005.

Tableau n° 13 : Evolution du solde de la balance des transports

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Transports	-60 928	-59 777	-71 942	-84 495	-109 571
- Passagers	-6 093	-1 553	-3 384	-8 211	-14 162
- Fret	-54 248	-57 890	-67 755	-74 894	-93 058
- Autres	-587	-334	-803	-1 390	-2 351
Fret/Importations CAF, Commerce général (%)	13,2	14,4	14,7	16,2	20,1

En passant de -84.495 millions de FCFA en 2004 à -109.571 millions de FCFA en 2005, le solde déficitaire des flux de paiements au titre des transports s'est détérioré de 29,7%, sous l'effet d'une hausse des paiements nets aux non-résidents au titre du fret sur les marchandises et du transport de passagers.

La rubrique « fret » qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures nationales au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes au titre du transport de marchandises au profit des agents résidents du Burkina, est ressortie déficitaire en 2005 de 93.058 millions de FCFA contre -74.894 millions de FCFA en 2004. L'accroissement de ce déficit en 2005 est en liaison avec l'évolution des importations et des cours mondiaux du baril de pétrole.

II.1.2.2 - Les voyages

Le poste « voyages » regroupe les voyages à titre professionnel et ceux à titre personnel. Il recense au crédit les dépenses effectuées au Burkina par les hommes d'affaires et les touristes étrangers, et au débit les dépenses faites par des hommes d'affaires et touristes burkinabè lors de leur séjour à l'étranger. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des « voyages » entre 2001 et 2005.

Tableau n° 14 : Evolution du solde des voyages

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Voyages	-1 295	+2 280	-3 716	+678	-509
-à titre professionnel	-5 098	+1 238	-2 716	+467	-985
-à titre personnel	+3 803	+1 042	-1 000	+211	+476

Le solde des voyages s'est détérioré de 1.187 millions de FCFA en passant de +678 millions de FCFA en 2004 à -509 millions de FCFA en 2005 à la suite d'une baisse importante des entrées nettes au titre des voyages professionnels (-1.452 millions de FCFA), malgré l'amélioration de 265 millions de FCFA enregistrée en net, au titre des voyages personnels. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des missions de fonctionnaires et d'hommes d'affaires burkinabè à l'étranger et des entrées de touristes à la faveur d'un renforcement de la desserte du pays.

II.1.2.3 - Autres services

La rubrique « autres services » regroupe les services de communication, les services d'assurance et divers services spécialisés effectués entre entreprises (services d'information et d'informatique, de publicité, services juridiques etc.), ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations.

Le solde de cette rubrique est passé de -36.839 millions de FCFA en 2004 à -44.009 millions de FCFA en 2005, enregistrant ainsi une dégradation de 19,5% due essentiellement aux services d'assurance notamment l'assurance de fret de marchandise (-22,2%), même si de façon concomitante, les entrées nettes au titre des services de communication, de ceux reçus par les administrations et entreprises burkinabè ont augmenté. Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde de la rubrique « autres services » sur la période 2001 à 2005.

Tableau n° 15 : Evolution du solde des « autres services »*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Autres Services	-14 521	-15 015	-33 232	-36 839	-44 009
. Assurances	-14 256	-14 774	-16 783	-19 350	-23 638
. Communication	+1 385	-790	-1 481	-1 879	-450
. Serv. fournis ou reçus par les adm.	-1 492	-1 013	-3 815	-4 645	-4 316
. Autres services aux entreprises et divers autres	-158	+1 562	-11 153	-10 965	-15 605

II.1.3 - BALANCE DES REVENUS

Le poste des « revenus » enregistre les flux relatifs à la rémunération des salariés et aux revenus des investissements. Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

Au crédit :

- Les salaires versés par des entreprises non-résidentes, des organisations internationales ainsi que par des représentations diplomatiques à des travailleurs résidents burkinabè ;
- Les revenus perçus par des résidents burkinabè sur les titres de participation et les titres de créances détenus sur l'étranger.

Au débit :

- les rémunérations versées par des entreprises résidentes à des non-résidents ;
- les dividendes et bénéfices payés à des non-résidents et les intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée.

En 2005, le solde du poste "Revenus" est ressorti débiteur de 10 851 millions de FCFA contre -16.222 millions de FCFA en 2004, soit une amélioration de 33,1% provenant d'une diminution nette des paiements extérieurs au titre des revenus des investissements (-42,5%) et du travail (-0,8%).

Tableau n° 16 : Evolution du solde du poste « Revenus »*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Solde des revenus	-17 903	-14 729	-14 948	-16 222	-10 851
. Revenus du travail	-652	-523	-1 163	-3 654	-3 626
. Revenus du capital dont	-17 251	-14 206	-13 785	-12 568	-7 225
Intérêts payés/dette extérieur public.	(-15 770)	(-12 810)	(-11 684)	(-12 631)	(-11 755)

II.1.4 - BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants sans contrepartie recensent les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers et burkinabè ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

Les transferts courants sans contrepartie se subdivisent en transferts privés et en transferts des administrations publiques.

Tableau n° 17 : Evolution du solde de la balance des transferts courants sans contrepartie de 2001 à 2005

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Transferts privés courants sans contrepartie	+25 809	+29 771	+18 142	+19 752	+27 854
Transferts publics courants Sans contrepartie	+65 009	+60 287	+104 333	+81 075	+95 960
TOTAL	90 818	90 058	122 475	101 050	123 814

En s'établissant à 123.814 millions de FCFA en 2005 contre 101.050 millions de FCFA en 2004, les entrées nettes de transferts courants sans contrepartie ont enregistré une hausse de 22,5%, imputable aussi bien à celle des transferts privés (+39,4%), qu'aux transferts publics (+18,4%).

II.1.4.1 - Transferts courants privés

Les principales opérations enregistrées au crédit de ce poste sont l'épargne rapatriée par les travailleurs burkinabè émigrés, les pensions versées par la France aux anciens militaires du pays et l'aide extérieure en nature et en espèces reçue par le secteur privé national.

Au débit, sont enregistrés notamment, les transferts d'économies sur salaires des travailleurs étrangers installés au Burkina.

Tableau n° 18 : Evolution des principaux postes des transferts courants privés sans contrepartie de 2001 à 2005

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Crédit :	52 810	60 068	57 969	56 687	65 475
Dont économies sur salaires	31 966	36 600	26 500	21 090	26 097
Débit :	27 001	24 297	39 827	36 712	37 621
Dont économies sur salaires	27 001	30 297	38 958	35 793	36 810
SOLDE	+25 809	+29 771	+18 142	+19 975	+27 854

Les entrées nettes de transferts courants privés sans contrepartie ont enregistré une hausse de 39,4% en 2005 en s'établissant à 27.854 millions de FCFA contre 19.975 millions de FCFA une année plus tôt. Cette évolution découle principalement de l'augmentation des transferts reçus des travailleurs burkinabè émigrés à l'étranger (+23,7%).

II.1.4.2- Transferts courants publics

Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

au crédit :

- les dons en nature et l'aide budgétaire reçus par le secteur public burkinabè ;
- les rémunérations versées au personnel de l'assistance technique en poste au Burkina ;
- les amendes, impôts et taxes payés au Burkina par des non-résidents.

au débit :

- les contributions du Burkina au fonctionnement des organismes inter-Etats et internationaux.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les entrées nettes au titre des transferts publics sans contrepartie, en ressortant à 95.960 millions de FCFA en 2005 contre 81.075 millions de FCFA en 2004, ont enregistré une hausse de 18,4%, sous l'effet d'un accroissement des appuis budgétaires extérieurs.

En s'établissant à 57.800 millions de FCFA en 2005, contre 47.100 millions de FCFA en 2004, les aides budgétaires reçues en appui au Programme économique et financier enregistrent une hausse de 23,0%. Le taux de mobilisation des appuis budgétaires en 2005 est ressorti à 132,0% contre 97,8% en 2004, en liaison avec le niveau de mobilisation des concours de la Banque Mondiale (7.100 millions de FCFA), de l'Union Européenne (37.200 millions de FCFA), de la France (3.772 millions de FCFA), des Pays-Bas (656 millions de FCFA), de la Suède (3.479 millions de FCFA), de la Suisse (3.363 millions de FCFA) et du Danemark (2.199 millions de FCFA).

**Tableau n° 19 : Evolution des transferts courants publics
sans contrepartie de 2001 à 2005**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
<u>Crédit</u>	65 804	61 233	106 372	81 802	97 197
<u>Débit</u>	795	946	2 039	727	1 237
SOLDE	+65 009	+60 287	+104 333	+81 075	+95 960

II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

II.2.1 - LE COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital recense les transferts de capital et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales etc.).

En 2005, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 110 663 millions de FCFA contre 106 469 millions de FCFA en 2004, soit une augmentation de 3,9%, due principalement à la mobilisation plus élevée des ressources extérieures en appui au programme d'investissement public.

En effet, les aides extérieures en appui au Programme d'Investissements Publics (Aide-projets), en s'établissant à 73.772 millions de FCFA en 2005, contre 70.268 millions de FCFA en 2004, ont progressé de 5,0%. Les principaux donateurs d'aides projets ont été en 2005 les Pays-Bas (25.632 millions de FCFA), l'Union européenne (21.254 millions de FCFA), la France (17.419 millions de FCFA) et la Chine Taiwan (6.164 millions de FCFA).

Au titre de la remise d'une partie du service de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTE, le Burkina a bénéficié d'un montant total d'allègements de 24.109 millions de FCFA en 2005, contre 25.200 millions de FCFA en 2004. Le tableau ci-dessous indique l'évolution du compte de capital de 2001 à 2005.

Tableau n° 20 : Evolution du compte de capital de 2001 à 2005

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Transferts de capital	+144 584	+112 649	+119 575	+106 469	+110 686
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-3	-	-	-	-23
SOLDE	+144 581	+112 649	+119 575	+106 469	+110 663

II.2.2 - LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Ce poste recense les opérations relatives aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

En 2005, le solde du compte des opérations financières est ressorti excédentaire de 121.852 millions de FCFA contre 115.561 millions de FCFA en 2004, soit une hausse de 5,4% provenant essentiellement d'une augmentation des investissements directs, les investissements de portefeuille ayant diminué de 1.050 millions de FCFA.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde du compte des opérations financières entre 2001 et 2005 :

Tableau n° 21 : Evolution du compte d'opérations financières de 2001 à 2005*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Investissements directs	6028	+9 277	+15 811	+12 307	+18 117
Investissements de portefeuille	+2 548	+948	+860	-61	-1 111
Autres Investissements	+62 236	+99 190	+100 256	+103 315	+104 846
SOLDE	+70 812	+109 415	+116 927	+115 561	+121 852

II.2.2.1 - Investissements directs

En 2005, les entrées nettes au titre des investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital social de la société, se sont établis à 18.117 millions de FCFA contre 12.307 millions de FCFA en 2004, soit une hausse 47,2% provenant principalement des bénéfices réinvestis dans l'économie nationale par les non-résidents.

II.2.2.2 - Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au plan de la comptabilisation, les diminutions d'avoirs et les augmentations d'engagements sont enregistrées au crédit tandis qu'au débit, sont recensées les augmentations d'avoirs ainsi que les diminutions d'engagements.

En 2005, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par un solde déficitaire de 1.111 millions de FCFA, contre -61 millions de FCFA une année plus tôt, soit une détérioration de 1.050 millions de FCFA.

II.2.2.3 - Autres Investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

En 2005, tout comme les années précédentes, les principales opérations enregistrées au crédit concernent les tirages sur la dette extérieure, tandis qu'au débit, sont recensés les remboursements dus au titre du principal de la dette extérieure.

Les tirages sur la dette extérieure publique (hors bons du trésor) se sont établis à 157.860 millions de FCFA et les remboursements à 24.412 millions de FCFA en 2005 contre respectivement 120.537 millions de FCFA et 25.810 millions de FCFA en 2004.

Les entrées nettes au titre de l'ensemble des "autres investissements" se sont élevées à 104.846 millions de FCFA en 2005 contre 103.315 millions de FCFA une année plus tôt, soit une progression de 1,5%.

II.2.3 - EVOLUTION DES CAPITAUX MONETAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaire sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires.

En 2005, l'incidence de l'activité économique intérieure a été caractérisée au plan des relations financières extérieures par une contraction des avoirs des institutions monétaires (-94.184 millions de FCFA) et une hausse de leurs engagements (+9.525 millions de FCFA). Ainsi, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont considérablement détériorés en s'établissant à -103.709 millions de FCFA en 2005 contre -56.990 millions de FCFA un an plus tôt, soit un repli de 82,0%.

II.2.3.1 - Situation de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Selon la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements, le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en or monétaire et en DTS de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements concernent essentiellement les recours aux crédits du FMI.

A l'instar de l'année précédente, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont baissé de 28,4% (-68.253 millions de FCFA) pour s'établir à 172.153 millions de FCFA à fin décembre 2005. Cette évolution de la position extérieure de l'institut d'émission s'explique par la baisse enregistrée au niveau des avoirs qui se sont repliés de 75.667,2 millions de FCFA de 2004 à 2005, reflétant l'aggravation du déficit courant.

Le tableau ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale entre 2001 et 2005.

Tableau n° 22 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs, Banque Centrale

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003*	2004	2005
Avoirs	193 896	196 671	391 884	319 131	243 464
. Position de réserve	6 763	6 701	5 938	5 825	7 246
. DTS détenus	388	277	170	90	111
. Autres créances	186 745	189 693	385 776	313 216	237 827
<i>dont ajustement/Circulation fiduciaire</i>			163 848		
Engagements	100 488	104 143	90 153	78 726	71 311
. Recours aux crédits du FMI	85 269	85 893	68 414	58 865	55 625
. Banques et institutions étrangères	13 463	14 651	21 739	19 860	15 686
. Autres engagements	1 756	3 599			
Avoirs extérieurs nets	93 408	92 528	301 731	240 405	172 153

(*) Prise en compte des effets de la modification des données de la circulation fiduciaire

II.2.3.2 - Situation des banques

La position extérieure nette des autres institutions monétaires (banques) correspond au solde entre leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des institutions monétaires fait ressortir en 2005, une baisse des avoirs extérieurs qui passent de 126.384 millions de FCFA à fin décembre 2004 à 107.867 millions de FCFA fin décembre 2005, soit un repli de 18.517 millions de FCFA, conjuguée avec une augmentation des engagements de 20,1% qui passent de 84.300 millions de FCFA à fin décembre 2004 à 101.240 millions de FCFA à fin décembre 2005.

**Tableau n° 23 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs,
Autres institutions monétaires**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Avoirs	134 151	127 507	122 584	126 384	107 867
Engagements	76 231	57 853	84 836	84 300	101 240
Position extérieure nette	57 920	69 654	37 748	42 084	6 627

II.2.3.3 - Avoirs Extérieurs Nets des institutions monétaires

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements d'un pays et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.

Le tableau ci-après donne l'évolution des variations des avoirs extérieurs nets entre 2001 et 2005.

**Tableau n° 24 : Evolution des avoirs extérieurs nets des institutions
monétaires de 2001 à 2005**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
- Banques	-15 018	+11 734	-31 906	+4 336	-35 457
- Banque Centrale	+19 467	-880	+209 203	-61 326	-68 252
TOTAL	4 449	10 854	177 297	-56 990	-103 709

III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

Tout comme la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) retrace l'évolution des comptes extérieurs d'un pays. Toutefois, au contraire de la balance des paiements qui recense les variations d'avoirs et engagements extérieurs au cours d'une période annuelle, la PEG recense les stocks d'avoirs et d'engagements à une date donnée et généralement au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les créances des résidents sur l'extérieur, leurs engagements à l'égard des non-résidents, l'or monétaire ainsi que les DTS détenus par le pays.

A fin décembre 2005, la PEG du Burkina ressort débitrice de 961.123 millions de FCFA, contre -725.390 millions de FCFA, soit une dégradation de 32,5% provenant d'une hausse des engagements de 15,5% conjuguée avec une baisse des avoirs de 9,7%.

Tableau n° 25 : Position Extérieure Globale du Burkina en 2004 et 2005 :

(en millions de FCFA)

INTITULE	2004	2005
<u>Avoirs</u>	489 939	442 539
Investissements directs à l'étranger	1 750	4 120
Investissements de portefeuille	31 079	26 426
Titres de participation	1 558	3 770
Titres de créances	29 521	22 656
Autres investissements	139 014	169 586
Crédits commerciaux	8 578	21 852
Prêts	25 159	11 782
Monnaies fiduciaires et dépôts	99 269	125 721
Avoirs de réserve	318 096	242 407
Position de réserve FMI	5 825	7 246
DTS	90	111
Dépôts et monnaies étrangères	312 181	235 050
<u>Engagements</u>	1 215 329	1 403 662
Investissements directs dans l'économie	23 509	41 907
Investissements de portefeuille	4 586	1 055
Autres investissements	1 187 234	1 360 700
Prêts	1 054 722	1 258 394
Monnaie fiduciaire et dépôts	51 725	45 162
Crédits commerciaux	41 213	30 151
Autres engagements	39 574	26 993
Position Extérieure Globale	-725 390	-961 123

III.1 - LES AVOIRS

L'ensemble des avoirs extérieurs du Burkina s'élevait à 442.539 millions de FCFA à la fin de l'année 2005 contre 489.939 millions de FCFA en 2004, soit une baisse de 9,7% provenant d'une contraction des avoirs de réserve et des investissements de portefeuille.

III.1.1 - LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

A fin décembre 2005 les investissements directs à l'étranger s'élevaient à 4.120 millions de FCFA contre 1.750 millions de FCFA en 2004, soit une hausse de 2.370 millions de FCFA.

III.1.2 - LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille à fin décembre 2005 s'élevaient à 26.426 millions de FCFA contre 31.079 millions de FCFA une année plus tôt, soit un recul de 15,0% due à la baisse des titres de créances détenus sur l'extérieur de 23,3%, en partie atténuée par la hausse des titres de participation détenus sur l'extérieur (+2.212 millions de FCFA).

III.1.3 - LES AUTRES INVESTISSEMENTS

La principale composante des autres investissements est constituée des dépôts des banques auprès de leurs correspondants étrangers et des monnaies étrangères détenues en leur sein. A fin décembre 2005, les avoirs au titre des autres investissements sont ressortis à 169.586 millions FCFA contre 139.014 millions de FCFA en 2004, à la suite d'une hausse des crédits commerciaux (+13.274 millions de FCFA) et des dépôts et monnaies fiduciaires (+26,6%).

III.1.4 - LES AVOIRS DE RESERVE

Les postes qui composent les avoirs de réserve sont, la position de réserve au FMI, les DTS détenus, les dépôts et monnaies étrangères détenus par la Banque Centrale.

A fin décembre 2005, les avoirs de réserve ou réserves officielles de change s'élevaient à 242.407 millions de FCFA contre 318.096 millions de FCFA à fin 2004, soit une baisse de 23,8%. Sur cette base et en ne tenant pas compte du principe de solidarité qui caractérise la gestion des réserves des pays de l'Union, les avoirs de réserve du Burkina représentent six (06) mois d'importations douanières CAF, contre huit (08) mois en 2004 et dix (10) mois en 2003.

III.2 - LES ENGAGEMENTS

A fin décembre 2005, les engagements extérieurs du Burkina s'élevaient à 1.403.662 millions de FCFA contre 1.215.329 millions de FCFA en 2004, soit une hausse de 15,5% imputable aux investissements directs et aux autres investissements, les investissements de portefeuille ayant connu une baisse.

III.2.1 - INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'ECONOMIE

Les investissements directs dans l'économie correspondent au stock des participations étrangères dans les entreprises résidentes, pour lesquelles les montants des participations par entreprise représentent au moins 10,0% du capital social.

Ils se sont établis à 41.907 millions de FCFA à fin décembre 2005 contre 23.509 millions de FCFA en 2004, soit une hausse de 18.398 millions de FCFA (+78,3%).

III.2.2 - INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations étrangères correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises résidentes ainsi que les opérations sur titres de créances.

A fin décembre 2005, les investissements de portefeuille effectués par les non-résidents au Burkina s'élevaient à 1.055 millions de FCFA contre 4.586 millions de FCFA une année plus tôt (-77,0%).

III.2.3 - AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements comprennent principalement l'encours de la dette extérieure publique et privée. Au 31 décembre 2005, le montant total des autres investissements était de 1.360.700 millions de FCFA, contre 1.187.234 millions de FCFA en 2004, soit une hausse de 14,6%.

IV – ANNEXES STATISTIQUES

Annexe 1 - Tableaux de concordance statistiques

Certaines transactions sont recensées ou éliminées en balance des paiements, alors qu'elles ont été respectivement reprises ou omises en statistiques monétaires. Il s'agit notamment des valeurs à l'encaissement et des comptes exigibles après encaissement. Compte tenu des retraitements liés à ces transactions et en prenant en compte les contreparties de réévaluation des comptes du FMI, il apparaît un écart entre les mouvements de capitaux monétaires recensés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets qui apparaît dans les publications du FMI.

Les deux tableaux ci-après donnent le rapprochement entre les statistiques monétaires classiques et celles retenues en balance des paiements.

AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE EN 2005

(en millions de FCFA)

<u>Avoirs</u>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 11)	243.800
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	+153
Autres ajustements	2 865
Total Avoirs (Balance des paiements)	246.818
<u>Engagements</u>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 16 C)	73.300
<i>dont dépôts à vue BIRD/AID</i>	232
Ajustements	-1.977
Total des engagements (balance des paiements)	71.323

AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES EN 2005

(en millions de FCFA)

<u>Avoirs</u>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 21)	114.800
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-6.766
ajustements	-567
Avoirs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	107.467
<u>Engagements</u>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS LIGNES 26 CL et 26 C)	110.300
Comptes exigibles après encaissement	-7.620
Ajustements	-1.440
Engagements extérieurs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	101.240

Annexe 2 - Balance des paiements (présentation optique BCEAO)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	465 507	800 060	-334 553
4 1 00	Biens	247 094	540 521	-293 427
4 1 10	.Marchandises générales	239 219	533 770	-294 551
4 1 20	.Autres biens	7 875	6 751	1 124
4 2 00	Services	35 694	189 783	-154 089
4 2 05	.Transports	694	110 265	-109 571
4 2 03	- dont fret		93 058	-93 058
4 2 36	.Voyages	23 604	24 113	-509
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	2 523	6 839	-4 316
4 2 98	.Autres services	8 873	48 566	-39 693
4 3 00	Revenus	20 047	30 898	-10 851
4 3 10	.Rémunération des salariés	3 780	7 406	-3 626
4 3 20	.Revenus des investissements	16 267	23 492	-7 225
4 3 05	- dont intérêts sur dette publique		11 755	-11 755
4 3 79	Transferts courants	162 672	38 858	123 814
4 3 80	.Administrations publiques	97 197	1 237	95 960
4 3 90	.Autres secteurs	65 475	37 621	27 854
4 9 97	Compte de capital et d'opérations financières	399 993	167 478	232 515
4 4 00	.Transferts de capital	110 686		110 686
4 4 01	. Administrations publiques	98 297		98 297
4 4 02	. Remises de dettes	24 109		24 109
4 4 10	. Autres	73 772		73 772
4 4 30	. Autres secteurs	12 389		12 389
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	10	33	-23

Balance des paiements du Burkina - 2005

Annexe 2 - Balance des paiements (présentation optique BCEAO)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 5 00	Investissements directs	27 726	9 609	18 117
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	384	281	103
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	27 342	9 328	18 014
4 5 99	Investissements de portefeuille	1 133	2 244	-1 111
4 6 01	.De l'économie à l'étranger	800	2 244	-1 444
4 6 51	.De l'étranger dans l'économie	333		333
4 6 99	Autres investissements	260 438	155 592	104 846
4 7 01	.De l'économie à l'étranger	1 156	61 699	-60 543
4 7 13	. Administrations publiques			
4 7 28	Autres secteurs	1 156	61 699	-60 543
4 7 51	.De l'étranger dans l'économie	259 282	93 893	165 389
4 7 63	. Administrations publiques	194 860	62 320	132 540
4 7 78	. Autres secteurs	64 422	31 573	32 849
0 0 00	Pour mémoire			
4 9 20	Financements exceptionnels			
4 9 31	.Rééchelonnements			
4 9 22	.Remises de dettes			
4 9 32	.Total des arriérés			
4 9 48	.Autres			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes		1 671	-1 671
4 9 90	Solde global	1 128 420	1 232 129	-103 709
4 7 02	Avoirs et engagements extérieurs	146 106	42 397	103 709
4 7 05	.Autorités monétaires	77 895	9 643	68 252
4 7 16	. Avoirs	77 345	1 678	75 667

Annexe 2 - Balance des paiements (présentation optique BCEAO)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 82	. Engagements	550	7 965	-7 415
0 0 00	Pour mémoire			
4 8 05	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	175	22	153
4 7 35	.Banques	68 211	32 754	35 457
4 7 29	. Avoirs	30 849	12 332	18 517
4 7 79	. Engagements	37 362	20 422	16 940

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	465 507	800 060	-334 553
4 1 00	Biens	247 094	540 521	-293 427
4 1 10	.Marchandises générales	239 219	533 770	-294 551
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation		1 732	-1 732
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie		1 732	-1 732
4 1 60	.Réparations de biens		1 027	-1 027
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs		3 992	-3 992
4 1 71	. Dans les ports maritimes			
4 1 72	. Dans les aéroports		3 992	-3 992
4 1 73	. Dans d'autres ports			
4 1 80	.Or non monétaire	7 875		7 875
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	7 875		7 875
4 2 00	Services	35 694	189 783	-154 089
4 2 05	.Transports	694	110 265	-109 571
4 2 06	.Transports maritimes		64 951	-64 951
4 2 07	. Passagers			
4 2 08	. Fret		64 951	-64 951
4 2 09	. Autres			
4 2 10	.Transports aériens	491	32 790	-32 299
4 2 11	. Passagers	491	11 356	-10 865
4 2 12	. Fret		19 083	-19 083
4 2 13	. Autres		2 351	-2 351

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 14	.Autres transports	203	12 524	-12 321
4 2 15	. Passagers	203	3 500	-3 297
4 2 16	. Fret		9 024	-9 024
4 2 17	. Autres			
4 2 36	.Voyages	23 604	24 113	-509
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	13 374	14 359	-985
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	. Autres	13 374	14 359	-985
4 2 40	. Voyages à titre personnel	10 230	9 754	476
4 2 41	. Pour raisons de santé	91	1 865	-1 774
4 2 42	. A but éducatif	24		24
4 2 43	. A d'autres fins	10 115	7 889	2 226
4 2 45	.Services de communication	203	653	-450
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux publics		15 154	-15 154
4 2 53	.Services d'assurances	5	23 643	-23 638
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4 2 55	. Assurance du fret		22 570	-22 570
4 2 56	. Autres assurances directes	5	550	-545
4 2 57	. Réassurance		523	-523
4 2 58	. Services auxiliaires			
4 2 60	.Services financiers	5 808	1 596	4 212
4 2 62	.Services d'informatique et d'information		912	-912
4 2 66	.Redevances et droits de licence		2 212	-2 212
4 2 68	.Autres services aux entreprises	2 828	4 367	-1 539
4 2 69	. Négocier international et autres services liés au commerce		1 518	-1 518
4 2 70	. Négocier international		1 331	-1 331
4 2 71	. Autres		187	-187

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 72	. Location-exploitation			
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	2 828	2 849	-21
4 2 74	. Services juridiques, de compta., conseil en gest., de relations p.			
4 2 75	. Services juridiques			
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons. fiscal.			
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion		370	-370
4 2 79	. Recherche et développement			
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres services techniques			
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			
4 2 82	. Traitement des déchets et dépollution			
4 2 83	. Autres			
4 2 84	. Autres services			
4 2 85	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4 2 87	. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	29	29	
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes			
4 2 89	. Autres			
4 2 91	. Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	2 523	6 839	-4 316
4 2 92	. Ambassades et consulats	2 523	5 538	-3 015
4 2 93	. Unités et organismes militaires			
4 2 94	. Autres		1 301	-1 301
4 3 00	Revenus	20 047	30 898	-10 851
4 3 10	. Rémunération des salariés	3 780	7 406	-3 626
4 3 20	. Revenus des investissements	16 267	23 492	-7 225
4 3 30	. Investissements directs	9 422	3 547	5 875
4 3 31	. Revenus des titres de participation	9 421	3 464	5 957
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distribués	100	2 683	-2 583

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 33	. Bénéfices réinvestis	9 321	781	8 540
4 3 34	. Revenus des titres de créance	1	83	-82
4 3 39	. Investissements de portefeuille	3 771	3 621	150
4 3 40	. Revenu des titres de participation	73	2 023	-1 950
4 3 41	. Autorités monétaires			
4 3 42	. Administrations publiques			
4 3 43	. Banques	49	2 023	-1 974
4 3 44	. Autres secteurs	24		24
4 3 49	. Revenus des titres de créance	3 698	1 598	2 100
4 3 50	. Obligations et autres titres d'emprunt	2 000	1 598	402
4 3 51	. Autorités monétaires			
4 3 52	. Administrations publiques			
4 3 53	. Banques	1 974		1 974
4 3 54	. Autres secteurs	26	1 598	-1 572
4 3 60	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	1 698		1 698
4 3 61	. Autorités monétaires			
4 3 62	. Administrations publiques			
4 3 63	. Banques	1 698		1 698
4 3 64	. Autres secteurs			
4 3 70	. Autres investissements	3 074	16 324	-13 250
4 3 71	. Autorités monétaires	1 422	307	1 115
4 3 72	. Administrations publiques		11 755	-11 755
4 3 73	. Banques	1 605	802	803
4 3 74	. Autres secteurs	47	3 460	-3 413
4 3 79	Transferts courants	162 672	38 858	123 814
4 3 80	.Administrations publiques	97 197	1 237	95 960
4 3 90	.Autres secteurs	65 475	37 621	27 854

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	26 097	36 810	-10 713
4 3 92	. Autres transferts	39 378	811	38 567
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	546 099	209 875	336 224
4 9 94	Compte de capital	110 696	33	110 663
4 4 00	. Transferts de capital	110 686		110 686
4 4 01	. Administrations publiques	98 297		98 297
4 4 02	. Remises de dettes	24 109		24 109
4 4 10	. Autres	73 772		73 772
4 4 30	. Autres secteurs	12 389		12 389
4 4 31	. Transferts des migrants			
4 4 32	. Remises de dettes			
4 4 40	. Autres transferts	12 389		12 389
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	10	33	-23
4 9 95	Compte d'opérations financières	435 403	209 842	225 561
4 5 00	Investissements directs	27 726	9 609	18 117
4 5 05	. De l'économie à l'étranger	384	281	103
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis		277	-277
4 5 10	. Capital social		277	-277
4 5 25	. Bénéfices réinvestis			
4 5 30	. Autres transactions	384	4	380
4 5 35	. Créances sur les entreprises apparentées	238	2	236
4 5 40	. Engagements envers les entreprises apparentées	146	2	144
4 5 55	. De l'étranger dans l'économie	27 342	9 328	18 014

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	11 254	9 328	1 926
4 5 60	. Capital social	10 473	7	10 466
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	781	9 321	-8 540
4 5 80	. Autres transactions	16 088		16 088
4 5 85	. Créances sur les investisseurs directs			
4 5 90	. Engagements envers les investisseurs directs	16 088		16 088
4 6 00	Investissements de portefeuille	5 633	8 420	-2 787
4 6 02	. Avoirs	1 300	5 868	-4 568
4 6 10	. Titres de participation		315	-315
4 6 11	. Autorités monétaires			
4 6 12	. Administrations publiques			
4 6 13	. Banques		315	-315
4 6 14	. Autres secteurs			
4 6 19	. Titres de créances	1 300	5 553	-4 253
4 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt	1 000	4 247	-3 247
4 6 21	. Autorités monétaires			
4 6 22	. Administrations publiques			
4 6 23	. Banques	200	2 007	-1 807
4 6 24	. Autres secteurs	800	2 240	-1 440
4 6 30	. Instruments du marché monétaire	300	1 302	-1 002
4 6 31	. Autorités monétaires			
4 6 32	. Administrations publiques			
4 6 33	. Banques	300	1 302	-1 002
4 6 34	. Autres secteurs			
4 6 40	. Dérivés financiers		4	-4
4 6 41	. Autorités monétaires			

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 42	. Administrations publiques			
4 6 43	. Banques			
4 6 44	. Autres secteurs		4	-4
4 6 52	. Engagements	4 333	2 552	1 781
4 6 60	. Titres de participation	267	2 552	-2 285
4 6 63	. Banques		2 552	-2 552
4 6 64	. Autres secteurs	267		267
4 6 69	. Titres d'engagement	4 066		4 066
4 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	4 066		4 066
4 6 71	. Autorités monétaires			
4 6 72	. Administrations publiques			
4 6 73	. Banques	4 000		4 000
4 6 74	. Autres secteurs	66		66
4 6 80	. Instruments du marché monétaire			
4 6 81	. Autorités monétaires			
4 6 82	. Administrations publiques			
4 6 83	. Banques			
4 6 84	. Autres secteurs			
4 6 90	. Dérivés financiers			
4 6 91	. Autorités monétaires			
4 6 92	. Administrations publiques			
4 6 93	. Banques			
4 6 94	. Autres secteurs			
4 7 00	Autres investissements	324 699	190 135	134 564
4 7 03	. Avoirs	31 505	70 407	-38 902

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 06	. Crédits commerciaux	317	17 067	-16 750
4 7 07	. Administrations publiques			
4 7 08	. Long terme			
4 7 09	. Court terme			
4 7 10	. Autres secteurs	317	17 067	-16 750
4 7 11	. Long terme			
4 7 12	. Court terme			
4 7 14	. Prêts	15 660	2 283	13 377
4 7 15	. Autorités monétaires			
4 7 17	. Long terme			
4 7 18	. Court terme			
4 7 19	. Administrations publiques			
4 7 20	. Long terme			
4 7 21	. Court terme			
4 7 22	. Banques	15 660	2 283	13 377
4 7 23	. Long terme	4 125	188	3 937
4 7 24	. Court terme	11 535	2 095	9 440
4 7 25	. Autres secteurs			
4 7 26	. Long terme			
4 7 27	. Court terme			
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	15 432	43 641	-28 209
4 7 31	. Autorités monétaires			
4 7 32	. Administrations publiques			
4 7 33	. Banques	14 689		14 689
4 7 34	. Autres secteurs	743	43 641	-42 898
4 7 36	. Autres avoirs	96	7 416	-7 320
4 7 37	. Autorités monétaires			
4 7 38	. Long terme			

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 39	. Court terme			
4 7 40	. Administrations publiques			
4 7 41	. Long terme			
4 7 42	. Court terme			
4 7 43	. Banques		6 425	-6 425
4 7 44	. Long terme			
4 7 45	. Court terme		6 425	-6 425
4 7 46	. Autres secteurs	96	991	-895
4 7 47	. Long terme			
4 7 48	. Court terme			
4 7 53	. Engagements	293 194	119 728	173 466
4 7 56	. Crédits commerciaux	22 269	184	22 085
4 7 57	. Administrations publiques			
4 7 58	. Long terme			
4 7 59	. Court terme			
4 7 60	. Autres secteurs	22 269	184	22 085
4 7 61	. Long terme			
4 7 62	. Court terme			
4 7 64	. Prêts	258 985	88 630	170 355
4 7 65	. Autorités monétaires	175	1 295	-1 120
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	175	1 295	-1 120
4 7 67	. Autres prêts à long terme			
4 7 68	. Prêts à court terme			
4 7 69	. Administrations publiques	194 860	62 320	132 540
4 7 70	. Long terme	157 860	24 512	133 348
4 7 71	. Court terme	37 000	37 808	-808
4 7 72	. Banques	22 265	15	22 250

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard
Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 73	. Long terme	1 593		1 593
4 7 74	. Court terme	20 672	15	20 657
4 7 75	. Autres secteurs	41 685	25 000	16 685
4 7 76	. Long terme		25 000	-25 000
4 7 77	. Court terme			
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	11 472	17 825	-6 353
4 7 81	. Autorités monétaires	375	12	363
4 7 83	. Banques	11 097	17 813	-6 716
4 7 86	. Autres engagements	468	13 089	-12 621
4 7 87	. Autorités monétaires		6 658	-6 658
4 7 88	. Long terme			
4 7 89	. Court terme			
4 7 90	. Administrations publiques			
4 7 91	. Long terme			
4 7 92	. Court terme			
4 7 93	. Banques		42	-42
4 7 94	. Long terme			
4 7 95	. Court terme		42	-42
4 7 96	. Autres secteurs	468	6 389	-5 921
4 7 97	. Long terme			
4 7 98	. Court terme			
4 8 00	Avoirs de réserve	77 345	1 678	75 667
4 8 10	. Or monétaire			
4 8 20	. DTS		21	-21
4 8 30	. Position de réserve au FMI		1 443	-1 443

Annexe 3 – Balance des paiements, présentation standard

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 8 40	. Avoirs en devises	77 345	214	77 131
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts	77 345	214	77 131
4 8 50	. Au près des autorités monétaires			
4 8 55	. Au près des banques			
4 8 60	. Titres			
4 8 65	. Titres de participation			
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			
4 8 80	. Autres créances			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	0	1 671	-1 671

Annexe 4 – Position Extérieure Globale (PEG)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 9 88	AVOIRS	442 539		442 539
8 5 05	Investissements directs à l'étranger	4 120		4 120
8 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	8 583		8 583
8 5 30	. Autres capitaux	-4 463		-4 463
8 6 02	Investissements de portefeuille	26 426		26 426
8 6 10	. Titres de participation	3 770		3 770
8 6 13	. dont : banques	3 091		3 091
8 6 19	. Titres de créances	22 656		22 656
8 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt	22 652		22 652
8 6 23	. dont : banques	20 423		20 423
8 6 30	. Instruments du marché monétaire			
8 6 33	. dont : banques			
8 6 40	. Dérivés financiers	4		4
8 6 43	. dont : banques			
8 7 03	Autres investissements	169 586		169 586
8 7 06	. Crédits commerciaux	21 852		21 852
8 7 14	. Prêts	11 782		11 782
8 7 15	. Autorités monétaires			
8 7 19	. Administrations publiques			
8 7 22	. Banques	11 782		11 782
8 7 23	. Long terme	7 529		7 529
8 7 24	. Court terme	4 253		4 253
8 7 25	. Autres secteurs			
8 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	125 721		125 721
8 7 31	. Autorités monétaires			
8 7 32	. Administrations publiques			
8 7 33	. Banques	28 477		28 477

**Annexe 4 – Position Extérieure Globale (PEG)
Année 2005**

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 7 34	. Autres secteurs	97 244		97 244
8 7 36	. Autres avoirs	10 231		10 231
8 7 37	. Autorités monétaires			
8 7 40	. Administrations publiques			
8 7 43	. Banques	8 864		8 864
8 7 44	. Long terme			
8 7 45	. Court terme	8 864		8 864
8 7 46	. Autres secteurs	1 367		1 367
8 8 00	Avoirs de réserve	242 407		242 407
8 8 10	. Or monétaire			
8 8 20	. DTS	111		111
8 8 30	. Position de réserve au FMI	7 246		7 246
8 8 40	. Monnaies étrangères	235 050		235 050
8 8 80	. Autres créances			
8 8 89	ENGAGEMENTS	1 403 662		1 403 662
8 5 55	Investissements directs dans l'économie	41 907		41 907
8 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	25 468		25 468
8 5 80	. Autres capitaux	16 439		16 439
8 6 52	Investissements de portefeuille: engagements	1 055		1 055
8 6 60	. Titres de participation	989		989
8 6 63	. Banques	636		636
8 6 64	. Autres secteurs	353		353
8 6 69	. Titres d'engagement	66		66

**Annexe 4 – Position Extérieure Globale (PEG)
Année 2005**

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	66		66
8 6 71	. Autorités monétaires			
8 6 72	. Administrations publiques			
8 6 73	. Banques			
8 6 74	. Autres secteurs	66		66
8 6 80	. Instruments du marché monétaire			
8 6 83	. Banques			
8 6 90	. Dérivés financiers			
8 6 93	. Banques			
8 7 53	. Autres investissements : engagements	1 360 700		1 360 700
8 7 56	. Crédits commerciaux	30 151		30 151
8 7 64	. Prêts	1 258 394		1 258 394
8 7 65	. Autorités monétaires	57 570		57 570
8 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	57 570		57 570
8 7 67	. Autres prêts à long terme			
8 7 68	. Prêts à court terme			
8 7 69	. Administrations publiques	1 124 162		1 124 162
8 7 70	. Long terme	1 109 662		1 109 662
8 7 71	. Court terme	14 500		14 500
8 7 72	. Banques	42 080		42 080
8 7 73	. Long terme	11 198		11 198
8 7 74	. Court terme	30 882		30 882
8 7 75	. Autres secteurs	34 582		34 582
8 7 76	. Long terme	3 034		3 034
8 7 77	. Court terme	8 589		8 589
8 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	45 162		45 162
8 7 81	. Autorités monétaires	2 479		2 479
8 7 83	. Banques	42 683		42 683

**Annexe 4 – Position Extérieure Globale (PEG)
Année 2005**

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 7 86	. Autres engagements	26 993		26 993
8 7 87	. Autorités monétaires	-4 765		-4 765
8 7 90	. Administrations publiques			
8 7 93	. Banques			
8 7 96	. Autres secteurs	31 758		31 758
8 9 89	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-961 123		-961 123



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int